



Retraite, statut, service public... Non au massacre !

Amiens, le 17 septembre 2019,

Les organisations syndicales du SNFOLC de la Somme, du SNES – FSU Somme, du SNALC de la Somme, de SUD éducation Somme et de la CGT'Education de la Somme, ont pris connaissance du communiqué intersyndical du 10 septembre 2019.

Dans de nombreuses opérations de communication, le Ministre de l'Education Nationale a fait de la rentrée 2019 « une belle rentrée », avec « pratiquement le moins de problèmes sociaux et d'organisation », tout en mettant en avant le « bien-être au travail », instrumentalisant les questions écologiques, se faisant même le Ministre de la revalorisation salariale, en annonçant une augmentation annuelle brute de 300 euros bruts. Cette annonce est une imposture. Elle ne répond en rien à l'absolue nécessité d'une augmentation des salaires.

Nos organisations continuent de s'opposer aux contre – réformes BLANQUER (lycée, LP, baccalauréat, deuxième heure supplémentaire obligatoire, formation continue pendant les vacances...), comme à la loi de transformation de la Fonction publique. Elles demandent l'abrogation de ces réformes.

Nous nous opposons au projet de réforme du gouvernement d'une retraite universelle par points, et exigeons le maintien du code des pensions civiles et militaires et des régimes spéciaux.

En publiant le texte instaurant la formation pendant les vacances en dépit d'un vote unanime contre en CTM, le Ministre montre que, loin de jouer l'apaisement, il continue de montrer un réel mépris pour nos professions.

Nos organisations dénoncent toutes les formes de pressions et de répressions touchant les élèves et les personnels. Elles soutiennent tous les collègues, ayant été mobilisés sur le baccalauréat ou le DNB qui seraient menacés et, en cas de sanction, les assisteront dans leur recours et appelleront toute la profession et les usagers à soutenir les grévistes, y compris financièrement.

Les mobilisations engagées depuis des mois doivent se poursuivre. Nos organisations apportent leur soutien aux initiatives en cours (grèves, assemblées générales et heures d'information syndicale). C'est la raison pour laquelle elles ont déposé des préavis de grève pour défendre le service public d'éducation, le statut de la fonction publique, le code des pensions.

Elles conviennent de se revoir régulièrement, avec le soutien de la FCPE Somme, pour engager ensemble des campagnes d'information et de mobilisation.